MAIRIE DE ROCHE
Compte rendu du CONSEIL MUNICIPAL du 30 mars 2018

L'an deux mil dix-huit, le 30 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal, après convocation légale du 23 mars 2018, s'est réuni en session ordinaire sous la présidence de Monsieur Bernard COCHARD, Maire.

Présents :

Bernard COCHARD - Jacques MILLIAT - Evelyne VAILLANT - Jean-Paul BOIS - Marcel NICOLIER - Véronique CHARDON - Monique PACCALLIER - Audrey ANTOUARD - Catherine PILLOIX - Bernard GUILLARME - Aurélie VERNAY - Pierre-Alain KENT - Christine CANTET - Georges JOMARD

Absent(s) excusé(s) ayant donné mandat de vote :

Pierre SIMIAN donne procuration à Jean-Paul BOIS

Hélène BAFFERT donne procuration à Pierre-Alain KENT

Absents excusés : Chrystel LITZLER - Nicolas MEUNIER (arrivé à 21 h 55)

Madame Véronique CHARDON est désignée secrétaire de séance.

Bernard COCHARD ouvre la séance en ayant une pensée pour les victimes de Carcassonne et Trèbes.

QUART D'HEURE D'EXPRESSION PUBLIQUE

*Roland SERMET fait remarquer que la Rue des Lavandières est en sens unique depuis une semaine. Il demande s'il est prévu qu'elle le reste car cela n'a pas été évoqué dans le projet initial. Le maire répond que c'est provisoire et lié à des travaux. L'objectif n'est pas de mettre cette voie en sens unique mais d'interdire le stationnement.

*Roland SERMET demande si la maison « Barbier » située place du 11 novembre sera détruite dans le cadre du projet de réaménagement du centre village. Le maire répond que oui. Roland SERMET regrette cette situation car ce bien est un don fait par une famille à la commune.

*Marius PELLET souhaite revenir sur les cérémonies commémoratives en précisant que le 27 mai est reconnu comme journée nationale de la Résistance. Cette date est un symbole car le 27 mai 1943 s'est tenue la première réunion pour la libération du territoire français organisée par le Conseil National de la Résistance. C'est un devoir de mémoire à transmettre aux enfants et aux adultes afin d'éviter de revivre des périodes difficiles. Dans ce cadre, l'association « Citoyen-ne-s à Roche » prévoit la projection d'un film et l'intervention d'un fils de résistant, le 26 mai. Le maire répond que les résistants ne sont jamais oubliés dans les cérémonies. Il évoque son souhait d'en voir le nombre réduit afin de mobiliser plus de citoyens et surtout des jeunes. L'essentiel est de ne pas oublier et de transmettre l'histoire aux jeunes générations.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 2 mars 2018

Le conseil municipal approuve, à l'unanimité des membres présents, le compte rendu du 2 mars 2018.

DELIBERATIONS

Délibération n° 2018_03_21 : Autorisation de signature de conventions avec ERDF

Rapporteur : Bernard COCHARD

Considérant que la commune est propriétaire de la parcelle AH 242,
Considérant qu'ERDF souhaite implanter un poste de distribution sur cette parcelle,

Il est proposé d'établir une convention de mise à disposition pour l'implantation d'un poste de distribution afin de définir les droits et devoirs de chacun.

La commune consent à ERDF le droit d'occuper le terrain sur lequel est installé un poste de transformation.

Le propriétaire s'engage à laisser l'accès à la parcelle.

Il est précisé que la convention est conclue à titre gratuit.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **AUTORISE** le maire à signer la convention de mise à disposition d'une partie de la parcelle AH 242 pour l'implantation d'un poste de distribution publique.

Délibération n° 2018 03 22 : Attribution de compensation 2018 – Révision suite au prélèvement des charges 2017 du service commun « ADS »

Rapporteur : Bernard COCHARD

Par délibération en date du 31 octobre 2014, la commune de Roche a confirmé son adhésion au service mutualisé communautaire « Autorisation droits des sols » et a autorisé le Maire à signer la convention de fonctionnement entre la CCCND et la commune,

Par délibération en date du 9 décembre 2016, la convention a été modifiée concernant la facturation.

Cette dernière sera effectuée par prélèvement sur les attributions de compensation versées aux communes utilisatrices du service,

Par conséquent, pour l'exercice 2018, le montant de la compensation sera de :

L'attribution de compensation 2017 :	10 234.00 €
- Charges 2017 du service commun « ADS »	<u>14 810.00 €</u>
=	- 4 576.00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **APPROUVE** le montant de la compensation 2017 fixé à – 4 576.00 €

Délibération n° 2018 03 23 :- Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (21 heures)

Rapporteur : Evelyne Vaillant

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant,

Considérant qu'un agent peut bénéficier d'un avancement de grade à compter du 1^{er} janvier 2018,

Il est proposé de créer un poste d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (21 heures hebdomadaires), à compter du 1^{er} janvier 2018.

Il est précisé que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi créé sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 012 et que le poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe (poste occupé actuellement) sera supprimé par le conseil municipal après avis du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre de Gestion de l'Isère.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **ACCEPTE** la création d'un poste d'Adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps non complet (21 heures hebdomadaires), à compter du 1^{er} janvier 2018.

- **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces relatives à la création de ce poste.

Délibération n° 2018 03 24 :- Modification du tableau des effectifs - Création d'un poste d'Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps non complet (26 heures)

Rapporteur : Evelyne Vaillant

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et de leurs établissements publics,

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant statuts de la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 34 en vertu duquel les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant,

Considérant qu'un agent peut bénéficier d'un avancement de grade à compter du 1^{er} août 2018,

Il est proposé de créer un poste d'Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps non complet (26 heures hebdomadaires), à compter du 1^{er} août 2018.

Il est précisé que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant à l'emploi créé sont inscrits au budget primitif 2018, chapitre 012 et que le poste d'adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe (poste occupé actuellement) sera supprimé par le conseil municipal après avis du Comité Technique Paritaire placé auprès du Centre de Gestion de l'Isère.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **ACCEPTE** la création d'un poste d'Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe à temps non complet (26 heures hebdomadaires), à compter du 1^{er} août 2018.

- **AUTORISE** le Maire à signer toutes les pièces relatives à la création de ce poste.

Délibération n° 2018 03 25 : Convention de coordination entre la police municipale de Roche et les forces de sécurité de l'Etat.

Rapporteur : Bernard COCHARD

Vu la loi 84-53 du 6 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique,

Vu les articles L 512-4 à L 512-7 du code de la sécurité intérieure,

Vu l'avis favorable sur le projet de convention de coordination entre la gendarmerie nationale et la police municipale, rendu par le Procureur de la République du Tribunal de Grande Instance de Vienne,

La police municipale et les forces de sécurité de l'Etat ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

La présente convention prévoit les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat, et précise la nature et les lieux des interventions des agents de la police municipale.

Les principales missions qui relèvent de la police municipale sont : la surveillance par rotation des établissements scolaires, la surveillance générale, la police de la route.

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans, renouvelable par reconduction expresse.

Bernard GUILLARME précise que la convention fait état de la production d'un rapport, il demande en quoi cela consiste.

Bernard COCHARD répond qu'un rapport sera remis régulièrement en mairie pour savoir les différentes actions menées sur le territoire de la commune.

Pierre-Alain KENT demande si aujourd'hui la commune a connaissance des infractions au code de la route (stationnement illégal, excès de vitesse ...).

Bernard GUILLARME demande quel service rendu aura la commune contre ce paiement.

Bernard COCHARD répond qu'à ce jour, il n'y a pas d'indicateurs de mesures d'incivilité, mais il espère que la seule présence de la police municipale les fera encore baisser.

Bernard GUILLARME fait remarquer que leur présence prévue est de 3 heures par semaine. Qu'en sera-t-il si le temps de présence dépasse ce taux horaire ?

Bernard COCHARD répond qu'un dépassement du nombre d'heures ne peut être qu'à l'initiative des élus et dans ce cas, un coût supplémentaire sera facturé.

Monique PACCALLIER demande si les critères d'intervention de la police municipale ont été définis et si leur action aura une incidence sur le passage de la gendarmerie.

Véronique CHARDON précise que des actions auprès des sorties des écoles ont été demandé à plusieurs reprises lors des conseils d'école, pour la sécurité des enfants.

Bernard COCHARD rajoute qu'elle interviendra aussi pour les différents problèmes de nuisance, de brûlage de déchets, de tonte en dehors des heures réglementaires. Il précise aussi que le travail de la police municipale sera en plus et en collaboration avec la gendarmerie.

Aurélien VERNAY est contre ce projet car les forces de sécurité de l'Etat se battent pour avoir plus d'hommes et d'heures.

Bernard COCHARD répond que d'après le commandant de gendarmerie, cette démarche n'influencera pas les demandes de moyens supplémentaires de la gendarmerie nationale.

Bernard GUILLARME est pour le renfort de la police nationale en étant plus armée et formée et moins de police municipale.

Georges JOMARD demande quel est l'avis de la population sur ce sujet.

Bernard COCHARD répond que la population devrait approuver car elle se plaint régulièrement de la vitesse excessive, des incivilités vers les écoles, des nuisances Etc.

Pierre-Alain KENT constate que sans cette convention, le service rendu par la gendarmerie est moindre car la commune n'est pas leur priorité. Avec une police municipale et la présence de la gendarmerie, le maximum sera fait en matière de sécurité.

Il demande s'ils pourront verbaliser. Le maire répond que oui.

Bernard COCHARD pense que leur présence aura avant tout un rôle dissuasif.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 13 voix pour et 3 abstentions (Bernard GUILLARME, Aurélien VERNAY et Georges JOMARD)

- **APPROUVE** la convention de coordination entre la police municipale de Roche et les forces de sécurité de l'Etat.
- **AUTORISE** le maire à signer ladite convention.

Délibération n° 2018 03 26 : Convention de partenariat avec la commune de Villefontaine pour la mise en place d'un service de police pluri-communale.

Rapporteur : Bernard COCHARD

Vu la loi 84-53 du 6 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique,

Vu l'article L511-1 du code de la sécurité intérieure relatif aux missions et modalités d'exercice des agents de police municipale,

Vu l'article L512-1 du code de sécurité intérieure, selon lequel les communes formant un ensemble de moins de 80 000 habitants d'un seul tenant peuvent avoir un ou plusieurs agents de police municipale en commun, compétents sur le territoire de chacune d'entre elles,

Vu le code de la sécurité intérieure et notamment ses articles L 511-5 relatif aux demandes de port d'armes ainsi qu'à l'acquisition et la détention de celle-ci,

Vu la loi 99-21 du 16 avril 1999 définissant les compétences des agents de police municipale,

Vu les lois 2001-1062 du 15 novembre 2001 et 2003-239 du 18 mars 2003 complétant les pouvoirs des agents de police municipale,
Vu le décret 2016-1616 du 28 novembre 2016 relatif aux conventions locales de sureté des transports collectifs et aux conditions d'armement des agents de police municipale et des gardes champêtres,
Vu le décret 2007-1283 du 28 août 2007 relatif à la mise en commun des agents de police municipale et leurs équipements,
Vu le décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs et locaux,
Vu le projet de convention de partenariat ci-joint entre la commune de Roche et la commune de Villefontaine concernant la mise en place d'une police pluri-communale,

Selon l'article L 2212-10 du Code général des collectivités territoriales et l'article L 512-1 du code de la sécurité intérieure, les communes formant un ensemble de moins de 80 000 habitants d'un seul tenant peuvent avoir un ou plusieurs agents de police municipale en commun, compétents sur le territoire de chacune d'entre elles,

La commune de Roche a sollicité la mise à disposition des agents de la police municipale de Villefontaine afin d'assurer la sécurité publique locale et d'améliorer la qualité du service rendu à la population et ce moyennant une contrepartie financière.

Le projet de convention de partenariat ci joint définit les modalités de fonctionnement de ce service public de police pluri –communale.

Le volume annuel prévisionnel est de 312 heures, soit 3 heures hebdomadaires x 52 semaines x 2 agents, ce qui représente un montant de 9 360.00 €.

La convention sera conclue pour une durée initiale d'une année renouvelable 2 fois pour 3 ans par reconduction expresse.

Elle fera l'objet d'une évaluation, notamment dans le cadre des instances traitant des questions de sécurité et de prévention de la délinquance.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 13 voix pour et 3 abstentions (Bernard GUILLARME, Aurélie VERNAY et Georges JOMARD)

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec la commune de Villefontaine pour la mise en place d'un service de police pluri-communale.
- **AUTORISE** le maire à signer ladite convention.
- **DIT** que les crédits correspondants sont prévus au budget de la commune.

Délibération n° 2018 03 27 : Vente de biens immobiliers contre remise d'un local commercial

Rapporteur : Bernard COCHARD

Il est exposé qu'il est envisagé de vendre les biens immobiliers cadastrés AE 15, 16 et 17 appartenant à la commune contre la remise d'un local commercial brut (plateau à aménager) d'une surface minimum de 118m² en rez de chaussé d'un immeuble comprenant également 14 appartements.

L'estimation de cet échange s'élève à 205 700 €.

Ce nouveau bâtiment sera construit par l'entreprise RCP Immobilier à Villefontaine représentée par monsieur DRUNET Philippe sur les parcelles AE 15, 16, 17 et 18.

Les frais d'aménagement sont à la charge de la commune.

*Monique PACCALLIER demande le coût des aménagements.
Bernard COCHARD répond que ce dernier n'est pas encore établi.*

Pierre-Alain KENT souhaite revenir sur le projet lui-même. Il déplore la destruction des maisons pour être transformées en surfaces commerciales. Il constate que le projet est très urbain, il va défigurer le centre village et que ce type de projet (commerce) n'est pas viable pour la commune. Il demande aussi comment sera géré le stationnement des véhicules et les déplacements mode doux.

Bernard COCHARD répond que 19 places de stationnement pour 14 logements sont prévues pour ce projet dans une cour intérieure et que tout sera fait pour que le bâtiment s'intègre dans l'existant.

Pierre-Alain KENT réagit en contestant qu'il aurait fallu demander 2 places de parking par logements. Il constate que les modes de déplacements ont été insuffisamment réfléchis.

Georges JOMARD et Christine CANTET MEUNIER constatent que le projet présenté (fenêtres en hauteur) n'est pas en harmonie avec l'esthétique de la commune.

Georges JOMARD rajoute que le projet présente un aspect urbain alors qu'il conviendrait de présenter un projet plus rural.

Marcel NICOLIER répond que le projet présenté n'est pas le projet définitif.

Georges JOMARD demande pourquoi il y a urgence à délibérer et souhaite avoir connaissance du projet final avant de voter.

Marcel NICOLIER précise que la délibération porte sur la cession d'un bien immobilier et non pas sur le futur projet.

Bernard COCHARD répond que sans réponse auprès du promoteur, le projet peut lui échapper. De plus, si le permis de construire proposé ne rentre pas dans les critères demandés, ce dernier pourra être refusé.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 12 voix pour et 4 contre (Pierre-Alain KENT, Hélène BAFFERT, Christine CANTET MEUNIER, Georges JOMARD)

- **VALIDE** l'estimation de cet échange à 205 700.00 €
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à cette acquisition.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce de nature administrative ou financière relative à l'exécution de la présente délibération et plus généralement faire le nécessaire.

Délibération n° 2018 03 28 : Acquisition des parcelles AE 609 et 610

Rapporteur : Bernard COCHARD

Dans la cadre d'un projet d'aménagement de trottoirs au carrefour des Routes du stade et Route de Four, l'association Diocésaine de Grenoble a donné son accord pour la cession gracieuse de 2 parcelles de terrain : AE 609 pour 17 ca et AE 610 pour 2 ca.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité

- **VALIDE** l'acquisition à titre gracieux des parcelles AE 609 et 610.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les actes nécessaires à cette acquisition.
- **PRECISE** que tous les frais liés à cette acquisition seront à la charge de la Commune.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toute pièce de nature administrative ou financière relative à l'exécution de la présente délibération et plus généralement faire le nécessaire.

INFORMATION DU MAIRE

*Il fait lecture des remerciements de la famille BAUTIER suite au décès de Jean-Pierre BAUTIER.

*Plan local d'urbanisme

Le PLU sera soumis au vote du conseil municipal le 25 mai prochain.

TOUR DE TABLE

Commission urbanisme – Jacques MILLIAT

Assemblée générale de l'association du comice agricole : le comice aura lieu à Satolas et Bonce les 7 et 8 septembre 2019 (pas de comice en 2018).

En 2020, une association de l'Isle d'Abeau se propose pour l'organiser si le conseil municipal de la ville donne son accord.

En 2018, Frontonas organise un concours de labour le 1^{er} septembre.

Commission personnel communal – périscolaire – jeunesse – Evelyne VAILLANT et Catherine PILLOIX

*Suite à des conseils d'école, la commune a organisé le lundi 26 mars à 20h à la salle de la Fontaine une conférence « Apprendre à dire non à son enfant pour une communication bienveillante et efficace ». Cette dernière était très enrichissante.

Commission vie associative et sportive – Jean-Paul BOIS

*Différentes associations ont été rencontrées en mairie pour faire le point sur leur fonctionnement. Un retour sera présenté en commission pour suite à donner.

*Sur le site internet de la commune, il est possible dorénavant de consulter la disponibilité des différentes salles communales. Un dossier est toujours à disposition en mairie pour valider la réservation.

*Des drapeaux et des écussons vont être installés sur les bâtiments des écoles.

*Concernant les chemins de randonnées, la CCCND a confié l'entretien à une société basée à Viriville.

Commission travaux – Marcel NICOLIER

* 3 chemins communaux (chemin de Pétignos, du Mollard d'Aillat et route des Diligences) seront repris, les travaux ont été confiés à Gachet TP.

*Une consultation sera lancée prochainement afin d'effectuer la réfection de certaines routes dont celle d'Aillat, l'estimation s'élève à 60 000 €.

*La réfection des courts de tennis a commencé.

*Une consultation sera lancée prochainement afin de mettre en enrobé le parking du stade.

*Le talus sur la route de la Vie de Dessous s'affaisse, les arbres menaçant de tomber sur la route ont été dégagés, la reprise du talus incombe au propriétaire et à la commune. Le coût pour la commune s'élève à 8 300 €.

*A St Bonnet, une clôture en bois a été installée sur la placette afin d'interdire l'accès aux véhicules. Le travail a été remarquable.

*Concernant le nettoyage de printemps, il y avait 39 adultes et 25 enfants, l'article paru dans le Dauphiné était négatif et ne valorisait pas la participation des bénévoles. C'est regrettable.

*Suite à une réunion avec le CAUE concernant l'aménagement du village, la commune attendait un accompagnement sur les différents projets. Mais plusieurs projets ont été critiqués et peu de solutions ont été proposées concernant l'aménagement du centre village.

Commission communication – Véronique CHARDON

*Le livret d'accueil est en cours de préparation. Il sera remis lors de la réception des nouveaux habitants le 15 juin à 19 heures à la salle de l'Arche.

*Le flash de juin est en cours de préparation, il est demandé à chaque commission de proposer un article.

*Le site internet a connu des modifications, plusieurs liens ont été créés et des demandes en ligne ont été ajoutées.

*Pour que toutes les habitations puissent se connecter à la fibre, des noms de rues et les adresses de certains particuliers sont à revoir, la mission a été confiée à la Poste.

Bernard GUILLARME

*69 postes sont à pourvoir à Satoemplois et 2 nouveaux rochois ont déposé leur CV.

*Lors du précédent conseil municipal, une demande avait été faite afin d'attribuer une indemnité à Georges JOMARD. Il demande quelle décision a été prise.

Bernard COCHARD répond que le sujet a été abordé lors d'une réunion d'adjoints et qu'il n'y aura pas de suite favorable à cette demande.

*Un courrier a été remis à chaque conseiller municipal suite à l'accident de deux chevaux sur la commune début janvier. Il demande quelle réponse a été apportée.

Bernard COCHARD répond qu'il n'y a pas lieu d'apporter de réponse car il s'agit d'un accident et il n'y a pas lieu de porter de jugement.

Marcel NICOLIER rajoute qu'il n'y a pas de réponse à apporter car selon les gendarmes il n'y avait pas de vitesse excessive.

Aurélien VERNAY

Le Département réalisera prochainement le renforcement de la voirie sur la RD 124 pour un montant de 85 000 € car c'est un axe majeur.

Le département a la volonté d'accompagner et de soutenir les communes rurales.

De plus, 40 000 € ont déjà été attribués à la commune de Roche pour soutenir ce projet, l'objectif étant de maintenir des bonnes relations entre le département et la commune.

Pierre-Alain KENT

*Il évoque le problème du funérarium à Heyrieux en précisant que la CCCND a trois possibilités pour la gestion de ce service (délégation de service public, régie directe ou gestion par un tiers par une autorisation temporaire du domaine public).

La dernière solution a été retenue et un appel à candidature a été lancé.

*Le SCOT est en cours de révision. Actuellement, les personnes publiques associées sont consultées et à l'issue, une enquête publique aura lieu pendant 1 mois. Pendant ce délai, les communes pourront faire des remarques sur des sujets qui posent problème.

*Il demande quel argument a fait que l'attribution d'une indemnité à Georges JOMARD ait été refusée. Il constate que le travail accompli n'est pas reconnu.

Bernard COCHARD répond qu'en règle générale, les membres des listes d'opposition ne perçoivent pas d'indemnités.

Pierre-Alain KENT réagit en précisant qu'ils sont vus comme une opposition et que leur travail, pour cette raison, n'est pas retenu.

Georges JOMARD

Il remet à chacun une information sur la programmation pluriannuelle de l'énergie. Il demande qu'une réflexion soit engagée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h55

Prochaine réunion du Conseil municipal fixée au

Vendredi 27 avril 2018 à 20h30 en mairie.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus.